



Déclaration préalable CTSD du 5 novembre 2013.

La FSU constate aujourd'hui que la situation dans les écoles et collèges du département ne s'améliore pas et les chiffres du bilan confirment les alertes que nous formulions en septembre sur les conditions de scolarisation des élèves et de travail des enseignants.

Il paraît que nous sommes à l'aube de l'an II de la « refondation ». Mais une refondation véritable se serait construite sur des bases nouvelles, et aurait impliqué la remise en cause des objectifs de la Loi Fillon de 2005.

Si la FSU souscrit à l'idée que la refondation de l'école de la République doit être porteuse d'un projet éducatif et d'un projet de société **encore faut-il que sur le terrain les pratiques managériales héritées de la période précédente soient condamnées et combattues plutôt que soutenues et encouragées.**

Vous allez nous présenter des dizaines de tableaux chiffrés sans qu'aucune analyse ne les accompagne et quand incidemment elle existe (sur la maternelle ou l'illettrisme par exemple), elle remet en cause le travail des collègues plutôt que de porter des réelles propositions d'amélioration du service public d'éducation. Vous vous étiez par ailleurs engagé à faire un bilan de la mise en place de la réforme des rythmes après les congés d'automne. Devons-nous considérer que ce bilan est clos à travers la seule liste des écoles entrées en 2013 ?

Les indicateurs que vous proposez nous laissent donc penser que la rentrée 2014 sera bien préparée dans le même esprit que les précédentes.

La refondation de l'école n'a rien changé : ni les finalités (le socle est toujours là) ni la gestion du système éducatif (management). **La FSU le déplore et construira avec les personnels les revendications et mobilisations pour la mise en œuvre d'un réel service public d'éducation.**

Elle rappelle (entre autres) que les enseignants ont besoin de temps...

Au lieu de cela on leur en prend.

Les enseignants souhaitent la concertation...

Au lieu de cela on les presse.

En octobre les collègues ont dû donner leurs avis sur l'avenir de l'éducation prioritaire, sur les programmes de 2008, sur les projets de réorganisation des rythmes scolaires alors que la rentrée n'était pas si loin et que les équipes mettaient en place les projets avec les élèves, les demandes d'aides, les réunions...

Si la mise en place des assises de l'Education prioritaire est un point positif de cette rentrée, la FSU déplore cependant que l'ensemble des collègues n'ait pas été consulté sur ces enjeux primordiaux, et que le cadrage des problématiques ait été trop restreint. Il faut certes faire évoluer la carte des établissements prioritaires mais les risques d'une réduction des établissements en faisant partie constitue une de nos craintes en ces temps de disette ou la calculatrice à économies occupe plus de place dans les réflexions de nos responsables politiques que le bon sens et l'écoute des acteurs de terrain.

Quant aux projets de réorganisation des rythmes scolaires, le mélange du péri scolaire et du scolaire, la complexité de la réforme accompagnée d'un transfert de charges sur des collectivités fragilisées

par des dotations diminuées, ont entraîné au mieux des aménagements sans souffle ni ambition, au pire désorganisation et crispation dans des écoles qui ont eu leur lot ces dernières années. Les projets doivent prendre en compte les réalités locales, mais aussi dégager du temps pour les besoins professionnels des enseignants, notamment pour travailler en équipe. En effet, l'allongement imposé de la pause méridienne, les animations pédagogiques ou réunions de concertation reportées en fin de journée se traduisent par un allongement contraint de l'amplitude du temps de travail à l'école. Elles entraînent une dégradation des conditions professionnelles.

Avec plus de 43 heures de travail par semaine selon l'OCDE, dans un contexte, faut-il le rappeler, de gel des salaires, la barque des enseignants dans notre pays est déjà beaucoup trop chargée. Ils souhaitent qu'on les laisse travailler et qu'on leur donne le temps de la réflexion indispensable à une véritable amélioration de l'école.

En outre, des garanties financières sont indispensables pour assurer qualité, laïcité et gratuité des activités périscolaires pour l'ensemble des élèves, sur tout le territoire.

Soyez assuré, Monsieur le directeur académique, que devant les constantes managériales mises en avant ici et ailleurs et les tentatives de destruction de ce qu'il reste de républicain à notre école, la FSU sera sans relâche aux côtés de ceux qui luttent chaque jour pour offrir aux élèves du département un service public d'éducation nationale égalitaire et ambitieux.

Nous ne pouvons commencer ce CTSD sans rappeler notre exigence que tous les enfants présents sur notre territoire puissent suivre et terminer leur scolarité qu'elle que soit la situation de leurs parents.

Les représentants des personnels de la FSU du Jura